



# TRIBUNE

## Hebdomadaire du parti Socialiste unifié

N° 65

2 SEPTEMBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

La conférence des pays non-engagés va s'ouvrir le 1er septembre, à Belgrade.

Autour de la « table ronde » installée dans la grande salle du Parlement prendront place des chefs d'Etats ou leurs représentants (le général Kassem s'absentia ainsi que M. Nkrumah et le roi Séoud est souffrant) ainsi que des chefs de gouvernement : le maréchal Tito, l'évêque Makarios, le président cubain Dorticos, MM. Nasser, Bourguiba, le roi Hassan II, l'empereur Haïlé Sélassié, MM. Modibo Keita, Sekou Touré, Ben Khedda, Ibrahim Abboud, Abdullah Osman, Nehru, Sukarno, le roi Mahendra Bir Bikram, MM. Mohammed Daoud, Hachem Djaïvad, représentant Kassem, le prince Seïf El Islam Ismaïl, M. Saeb Salam et le représentant de Séoud, Ibrahim Soveïl.



Une vue du palais du conseil exécutif fédéral où se tiendra la conférence. (Keystone)  
En médaillon, de gauche à droite : Tito, Nehru, Nasser, Hassan I<sup>er</sup>, Sœkarno, N'Krumah.

Le 1<sup>er</sup> Septembre  
à Belgrade :

## La conférence des pays non-engagés

(Lire en page 8, l'article de Simone Lacouture)

ÉDITORIAL

## Nationalisme gaulliste

EN faisant le point après ces cinq semaines pendant lesquelles nous avons interrompu la publication du journal de notre Parti, nous mesurons l'ampleur des dégâts accumulés par la politique gaulliste. Il semble que le chef de l'Etat se soit acharné à s'enfermer — et notre pays avec lui — dans d'insurmontables contradictions.

En ce qui concerne le problème de Berlin, le général de Gaulle est, de tous les « Occidentaux », le plus hostile à la négociation, nécessaire et d'ailleurs inévitable, avec l'Union Soviétique. Il en est arrivé à faire figure d'intransigeant en comparaison avec Adenauer lui-même. Qui croit-il impressionner par sa « fermeté » ? Et quels moyens a-t-il de la traduire en actes ? Il peut bien transférer dans des garnisons de l'Est de la France ou en Allemagne une ou deux des divisions jusqu'ici occupées à la « pacification », il peut bien déclarer que « l'affaire d'Algérie est virtuellement terminée », personne n'a la moindre illusion : la France continue à être paralysée par la guerre d'Algérie et elle ne peut dans la situation actuelle prétendre à un grand rôle militaire au centre de l'Europe.

Cette guerre d'Algérie, le général de Gaulle la déclarait, il y a trois mois, coûteuse et anachronique. Mais il la poursuit dans des conditions telles que personne ne sait plus aujourd'hui, à quoi s'en tenir sur sa politique. Institutions provisoires pour une Algérie algérienne associée à la France, indépendance négociée avec le F.L.N., regroupement et partage : tout cela a été proclamé, parfois simultanément, comme si le pouvoir ne tenait sincèrement à aucune de ces solutions, comme s'il n'avait d'autre dessein véritable que de les voir échouer toutes à la fois et de laisser la guerre se poursuivre. C'est en tout cas

le seul résultat qu'il ait obtenu à ce jour. On en est venu à ignorer si ce qui compte le plus pour lui, dans le règlement de l'affaire algérienne, c'est le Sahara ou le sort de la minorité européenne.

On ne voit pas davantage comment il espère se dégager de l'impasse où il s'est engagé lui-même par le mauvais coup de Bizerte. C'est, nous dit-on officiellement, la tension internationale qui interdit à la France d'envisager pour un délai proche l'évacuation de cette base militaire. Sans doute a-t-on cru ainsi, comme on l'avait cru déjà à propos de l'Algérie, convaincre tous les pays signataires du pacte de l'Atlantique d'apporter leur appui et leur caution à la politique gaulliste. Mais on ne croit pas que les Anglais ni les Américains, à coup sûr non moins inquiets que le général de Gaulle de la tension internationale, aient jamais retenu cet argument au cours du débat qui vient de se dérouler devant l'Assemblée générale de l'O.N.U. C'est qu'ils savent le peu de prix qu'il convient d'attacher à une base militaire qui se trouve isolée dans un pays hostile. Les Britanniques n'ont pas oublié la leçon de Singapour. Le seul résultat auquel est dès maintenant parvenu de Gaulle, c'est qu'il a détruit lui-même les dernières illusions qu'avaient encore sur sa politique un certain nombre de gouvernements de l'Afrique noire.

TEL est aujourd'hui le bilan de ce nationalisme suranné et extravagant. Si nous étions dans un véritable régime de démocratie, si les assemblées parlementaires ne s'étaient pas laissées domestiquer si docilement, ce bilan serait impitoyablement dressé en face du pouvoir par une opposition digne de ce nom et assumant

pleinement son rôle. Or, pendant cet été si chargé d'événements explosifs, aucun contrôle démocratique ne s'est exercé sur l'exécutif. Et quand les Assemblées se réuniront enfin, si tant est même qu'elles abordent les problèmes de la politique internationale ou de l'Algérie, députés et sénateurs se borneront à exprimer quelques prudentes réserves, comme s'il était sacrilège de constater tout crûment l'évidence : l'incohérence, le caractère irréel, les échecs cuisants du gaullisme.

Reconnaissons-le franchement : si nous en sommes là, la faute n'en incombe pas seulement aux élus, aux partis traditionnels, à la fausse opposition parlementaire. Cela tient aussi au fait qu'une trop grande partie de l'opinion publique est encore indifférente à la politique et que les mécontents lorsqu'ils s'expriment, dépassent rarement le stade de la revendication corporative.

MAIS le moment ne tardera pas où par ses mesures économiques et financières, le pouvoir fera sentir à chaque Français, dans sa vie de tous les jours, les conséquences de ces trois années marquées par la prolongation de la guerre d'Algérie, l'isolement de la France, la démesure d'une politique de fausse grandeur, la destruction systématique de toute vie démocratique.

C'est la tâche qui incombe à notre parti et à ses militants de hâter l'heure où les masses populaires prendront conscience de la nécessité d'en finir avec le régime gaulliste et d'unir leurs forces pour se charger elles-mêmes de régler le problème de sa succession.

Robert VERDIER

## BIZERTE :

### APRÈS LA CONDAMNATION DE L'O.N.U.

## Les tentations "Cartiéristes" ?

Comment va-t-on, après le vote émis par l'Assemblée générale de l'O.N.U. sur l'affaire de Bizerte, tenter de part et d'autre de trouver une issue ? Nous disons bien de part et d'autre, car les deux nations ont également intérêt à régler au plus vite cette affaire et à tenter, dans la mesure du possible, de limiter les conséquences désastreuses qu'elle risque d'avoir pour toutes deux.

### Un passif impressionnant

L'adoption de la résolution afro-asiatique, dans les conditions que l'on connaît, ne règle rien par elle-même puisque de telles décisions ne peuvent être imposées aux parties par l'organisme international. Toutefois elle a considérablement amélioré la position diplomatique de la Tunisie et diminué celle de la France.

Le bilan, pour notre pays, de l'immobilisme et du négativisme de de Gaulle est impressionnant.

L'absence de notre délégation lors des débats, le refus de recevoir à Paris M. Hammarskjöld ont montré une fois de plus le mépris du chef de l'Etat pour l'O.N.U. Toutes les grandes puissances s'en attristent. Mais l'effet de cette attitude est plus fâcheux encore sur les puissances du tiers-monde qui paraissent au contraire s'attacher à l'O.N.U. où elles pèsent maintenant d'un poids considérable et en qui elles voient un recours pour échapper à l'influence des deux blocs et aux répercussions de leur rivalité.

L'effet sera particulièrement sensible en Afrique Noire, dans les jeunes Etats que l'on citait volontiers jusqu'ici en exemple : leur émancipation, nous disait-on, ne les empêchait pas de garder avec la France des liens étroits de solidarité. Or presque toutes ont voté la résolution afro-asiatique. Si l'on en juge par les précédents, il est fort à craindre que de Gaulle ne cherche à exercer des représailles pour ce geste et par là-même ne les éloigne encore davantage.

Au reste il ne faut pas se dissimuler

### NÉCROLOGIE

Nous apprenons la mort du père de notre camarade Charles Hernu. A lui et à toute sa famille, nous adressons nos plus sincères condoléances.

Denise Garnier, employée à l'administration de « Tribune du Peuple » puis de « Tribune Socialiste », vient de perdre son mari, après une longue et douloureuse maladie.

L'équipe de « Tribune Socialiste » lui adresse, ainsi qu'à ses deux jeunes enfants, ses plus sincères condoléances. Notre amie sait qu'elle trouvera toujours auprès de nous la sympathie, l'aide et le soutien qu'elle a su gagner auprès de tous ceux qui la connaissent.

que les difficultés provoquées par la politique gaulliste dans nos rapports avec les anciennes colonies, risque de renforcer en France même, dans l'opinion, les tendances « cartiéristes ». Tout ce qui avait pu être maintenu jusqu'ici comme liens, dans les domaines de l'assistance technique, de l'enseignement, des relations économiques, serait alors exposé à une rapide dislocation. La politique du pire sera une tentation bien forte. Trop de gens souhaitent pouvoir dire : vous voyez bien que la décolonisation ne peut être que la rupture totale ; à quoi bon continuer à aider les pays qui ne nous témoignent aucune reconnaissance ?

Cette tendance peut encore être renversée si précisément, par une négociation avec Tunis la France s'efforce de régler le problème de Bizerte en considérant que l'abandon d'une base militaire, dont l'utilité est fort discutable, peut être largement compensé par le rétablissement de relations diplomatiques, le maintien de la coopération économique et de l'assistance technique, surtout dans le domaine de l'enseignement.

### Politique du pire et intérêts véritables

Car la Tunisie, c'est incontestable, y a également intérêt. Ses dirigeants savent à coup sûr que la collaboration de la France en vue de leur ascension au niveau d'un Etat moderne, ne sera pas remplacée, au moins dans un délai rapide, par une aide équivalente de Moscou ou de Pékin. Ils savent aussi que le Moyen-Orient, vers qui sans doute les masses populaires se tournent instinctivement plutôt que vers Moscou, n'est pas lui-même en état d'apporter cette aide. Ils peuvent même avoir la crainte que, malgré les déclarations sur la fraternité retrouvée, on n'assortisse tout concours de quelques exigences.

Il est un domaine où l'on risque de ressentir immédiatement les effets de la rupture avec la France : c'est celui de l'enseignement. Les professeurs et instituteurs français, comme tous les fonctionnaires servant dans le cadre de l'assistance technique, ont été mis en congé provisoire, mais de durée indéfinie. Si la situation n'est pas modifiée d'ici deux ou trois semaines, l'effort remarquable qui avait été entrepris en commun, risque d'être gravement compromis. Les deux pays seront perdants.

A mesure que le temps passe, la réconciliation devient plus difficile. Sans doute ne parviendra-t-on jamais à effacer complètement les conséquences de la tragédie du 19 juillet. Il faut savoir que jamais auparavant, même au temps de la conquête, même dans les années de lutte pour l'indépendance entre 1952 et 1955, aucun heurt entre Tunisiens et Français n'aurait fait autant de victimes que ces deux ou trois dramatiques journées. Mais la communauté d'intérêts est encore assez puissante pour qu'une rupture complète puisse être évitée.

Pour parvenir à ce résultat, il faut aller vite, très vite, il faut que la négociation s'ouvre de nouveau entre Tunis et Paris

Pierre LUQUET

## G.P.R.A. :

# De quoi s'agit-il ?

## LES MULTIPLES INTERROGATIONS A PROPOS D'UN REMANIEMENT



(Keystone)

M. YOUSSEF BEN KHEDDA

DES l'annonce du remaniement intervenu au sein du G.P.R.A. et du remplacement de Ferhat Abbas par Youssef ben Khedda à la tête de l'exécutif algérien, les observateurs ont multiplié les interrogations sur le sens et la portée de ces modifications.

Devait-on s'attendre à une reconversion générale de la politique du F.L.N. ? Les dirigeants algériens allaient-ils délibérément cette fois jouer la carte de l'internationalisation et rechercher concrètement une aide internationale en provenance des pays de l'Est ? Ce remaniement annonçait-il la reprise d'une guerre à outrance, ou au contraire le G.P.R.A. nouvelle formule, représentant ainsi plus fidèlement les volontés des combattants de l'intérieur, posséderait-il une plus grande liberté de manœuvre dans d'éventuelles négociations avec le Gouvernement français ?

### Quel est le sens du remaniement ?

A ces interrogations, certains ont répondu, un peu hâtivement, que l'exclusion de Ferhat Abbas exprimait de toute évidence un net durcissement à l'égard de la négociation. D'autres, au contraire, y ont vu la disparition d'un obstacle qui freinait les chances des pourparlers franco-algériens parce qu'il suscitait un doute sur la représentativité du F.L.N. D'une manière générale, la plupart

des observateurs s'efforçaient d'expliquer ce remaniement par le problème des négociations. La brusque suspension des pourparlers de Lugin sur l'initiative de la délégation algérienne n'est pas en effet si lointaine...

Et pourtant, il semble que le problème de la reprise du dialogue avec le Gouvernement français n'a pas beaucoup compté dans l'esprit des membres du C.N.R.A. lorsqu'ils ont procédé à ces « échanges » de personnalités. D'un côté, en effet, Ferhat Abbas, habituellement considéré comme l'homme de la négociation, est mis à l'écart ; de l'autre, Belkacem Krim, chef de la délégation F.L.N. à Evian et à Lugin, se voit confier le poste le plus important, le poste-clé de toute organisation révolutionnaire : le « ministère de l'Intérieur ». Il ne s'agit quand même pas de dire que le succès de Belkacem Krim correspond à une orientation favorable aux pourparlers directs avec la France, pendant le même temps que l'on expliquerait le « vidage » de Ferhat Abbas par les mêmes raisons.

C'est en fait, semble-t-il, surtout au niveau de l'Algérie, de ses structures économiques et sociales et de sa situation internationale que se sont situés les débats de Tripoli. C'est par rapport au problème de la transformation de leur pays que les délégués du C.N.R.A. ont désigné les membres de leur gouvernement. Et là, on peut parler effectivement d'un « gauchissement ». Dépassant la lutte pour l'indépendance, ce sont les problèmes de l'Algérie future que veut affronter le F.L.N., et différents rapports sur ce sujet, non encore publiés, ont été discutés et adoptés lors des assises de Tripoli.

### Les chances d'une reprise du dialogue

Encore est-il nécessaire de préciser que ce remaniement ne fait qu'exprimer publiquement une orientation depuis longtemps sous-jacente au sein du F.L.N., et impliquée par son organisation politique et administrative. Depuis un certain temps déjà, Ferhat Abbas, de par son attitude passée et ses idées, ne permettait plus de situer exactement tout le contenu de l'action des nationalistes algériens. La désignation de Youssef ben Khedda comme chef du G.P.R.A. répare cette anomalie.

Mais alors, quid de la négociation et des chances de règlement du conflit ? Le communiqué publié le 28 août réaffirme la position traditionnelle des Algériens en faveur de la négociation. Il y ajoute même une précision importante : la nécessité d'instaurer entre la France et l'Algérie indépendante une « coopération, sur un pied d'égalité, basée sur le respect de la souveraineté du peuple algérien ». Prise de position significative qui exprime pour la première fois publiquement la conviction des dirigeants algériens en la nécessité d'une coopération avec l'ancienne puissance coloniale. S'il ne s'agit pas, bien évidemment, de la « coopération organique des communautés » réclamée par le général de Gaulle, il s'agit, sans nul doute, d'une attitude bien différente de ce que le Président de la République appelle avec mépris la « sécession ».

On peut donc se demander si le fait que, pour la première fois, les dirigeants algériens se soient préoccupés aussi concrètement des réformes à accomplir au sein d'une Algérie indépendante ne signifie pas qu'ils considèrent d'ores et déjà l'obtention de l'indépendance comme un fait plus ou moins acquis. On comprendrait dès lors qu'ils aient voulu porter à leur tête les hommes qui incarneront le mieux demain la politique algérienne qu'ils désirent. Dans cette optique, peut-on penser que la décision de suspendre les négociations d'Evian avait été prise pour permettre d'opérer cette nécessaire « mise à jour » ?

Jacques POMONTI.

## Communiqué de la Rédaction

Après un mois d'absence, TRIBUNE SOCIALISTE reparait. Durant tout le mois de septembre nous paraîtrons sur huit pages. A partir d'octobre prochain, T.S. paraîtra à nouveau sur douze pages.

## BERLIN

## Comment résoudre la crise ?

**L**A crise de Berlin est entrée maintenant dans sa phase dangereuse.

A l'origine de cette crise il y a d'une part la situation paradoxale des secteurs occidentaux de l'ancienne capitale allemande qui se trouvent placés en plein cœur de la République communiste d'Ulbricht, d'autre part le fait qu'aucune solution durable ne peut actuellement remédier à cette situation. Tout accord sur Berlin ne saurait être qu'un accord provisoire en attendant que puisse être reconstituée l'unité de l'Allemagne.

Je sais bien qu'il y a des gens qui pensent que le peuple allemand peut demeurer indéfiniment divisé et que cette division est, après tout, un gage de sécurité pour tous les pays qui ont eu à souffrir de l'agression hitlérienne. Mais c'est là une politique de Gribouille. L'hitlérisme est né pour une large part, du traité de Versailles et de ses criantes injustices. Croire que l'on peut indéfiniment s'opposer à ce qui est dans la logique de l'histoire équivaut à une fuite devant la réalité.

Mais un accord provisoire est-il lui-même possible ? Nous croyons qu'on peut y parvenir à la condition de regarder les choses en face et de ne pas se laisser aveugler par des propagandes contradictoires.

Regarder les choses en face, cela veut dire d'abord s'interroger sur les objectifs poursuivis par l'Union soviétique à Berlin. Il ne manque pas de gens pour présenter ces objectifs en termes doucereux et sous des couleurs reposantes. On nous dit que Khrouchtchev veut simplement empêcher que Berlin soit un « centre de provocation » pour la République Est-allemande et transformer le statut de ville occupée en statut de « ville libre ». La vérité est très différente. Le bouclage de Berlin-Ouest, la note soviétique sur le couloir aérien et les déclarations de Khrouchtchev à Drew Pearson permettent de définir avec exactitude les objectifs russes.

Le premier de ces objectifs est d'empêcher un trop grand affaiblissement de la R. D. A. Cet état artificiel, où le gouvernement communiste ne s'est maintenu que par la force des baïonnettes soviétiques et qui a manqué les chances qu'aurait pu lui offrir, comme à la Pologne, le mouvement de déstalinisation des années 1956-1957, cet état cherche à gagner par la force ce qu'il n'a pu obtenir par l'adhésion populaire. Il est ridicule de prétendre que l'exode de centaines de milliers de citoyens — pour la plupart des jeunes travailleurs — de la R.D.A. est dû principalement à l'action des services de renseignements et des « officines de sabotage » ; s'il n'y avait pas une crise profonde au sein de la « République Démocratique » toutes les officines du monde ne parviendraient pas à obtenir de tels résultats !

Les faiblesses du régime d'Ulbricht ne doivent évidemment pas nous faire oublier l'existence de structures de type socialiste qui ont été mises en place dans la R. D. A. C'est pourquoi nous nous sommes opposés, et nous continuerons à nous opposer, aux projets de réunification tels qu'ils sont formulés dans l'Allemagne de Bonn. Nous ne voulons pas que le grand capitalisme allemand « récupère » l'Allemagne de l'Est. Nous devons cependant constater que, pour l'instant, et compte tenu du rapport des forces militaires qui existent dans le monde, ces projets n'ont aucune chance d'être prochainement réalisés ; en revanche le régime d'Ulbricht pose le problème d'une conquête par étapes de Berlin.

Ici il ne faut pas avoir peur de dire les choses comme elles sont : cette « ville libre » dont nous parle Khrouchtchev est une ville dont la liberté serait bien éphémère. Toutes ses communications (et non plus seulement 93 % comme c'est le cas aujourd'hui) seraient contrôlées par la R.D.A. Tous les adversaires politiques du régime d'Ulbricht se verraient, sous la qualification de « revanchards » ou de « fauteurs de guerre », refouler ou arrêter. La situation économique de Berlin —

dont, la monnaie ne serait plus rattachée à la République fédérale — deviendrait rapidement intenable. Pour vivre, Berlin-Ouest devrait finir par accepter son inclusion dans la R. D. A.

Nous ne pouvons, en tant que socialistes, souscrire à une telle politique. On nous dira : « Mais alors acceptez-vous le risque de guerre ? » Il faut sur ce point être très clair : Nous ne voulons pas défendre à Berlin ou ailleurs la cause des puissances réactionnaires du bloc atlantique, et nous croyons que tout est préférable à l'éclatement d'une troisième guerre mondiale. Mais nous n'acceptons pas pour autant de nous incliner devant une politique que nous estimons injuste, fautive et dangereuse. Les hommes qui ont formé le P.S.U., ont dénoncé l'intervention soviétique à Budapest : il n'y en a pas un seul qui ait réclamé à ce moment-là une action quelconque des forces militaires occidentales. Cela veut-il dire que notre dénonciation n'avait aucun sens ?

Notre protestation contre la politique du type purement stalinien, qui est pratiquée actuellement par les soviétiques à Berlin, est d'autant plus vigoureuse que nous croyons que tout n'est pas illégitime dans les motivations soviétiques et que nous pensons qu'il y a une issue à la crise si l'on veut bien faire la distinction entre une certaine politique de violence et une certaine réaction de crainte. Et c'est ici qu'il faut parler du deuxième objectif poursuivi par Krouchtchev.

Ce deuxième objectif est de prévenir le réarmement atomique de l'Allemagne de l'Ouest et la constitution d'un bloc militaire germano-américain par trop dangereux. Nous ne devons pas hésiter à dire que sur ce point notre intérêt et celui de l'U. R. S. S. coïncident.

Aussi, tout en repoussant les slogans de propagande stupidement nationalistes mis en avant par le parti communiste, nous devons faire campagne pour une négociation qui ne se limiterait pas au seul problème de Berlin mais qui s'élargirait à la question du non-armement atomique de l'Allemagne et de la création d'une zone de désengagement dans le centre de l'Europe comme l'avaient proposé aussi bien le ministre polonais Rapacki que notre camarade Mendès-France.

Notre action pour la paix est nécessairement une action autonome, une action indépendante de la diplomatie des deux grands blocs militaires. Mais cela ne veut pas dire qu'elle est une action isolée. Dans la C.G.T., dans la C.F.T.C. et la F.E.N., à Force Ouvrière, parmi les militants étudiants et paysans il existe une profonde volonté de paix liée à un désir de ne pas souscrire à la politique néo-stalinienne d'Ulbricht. Cela doit nous permettre de constituer très prochainement un front commun des véritables partisans de la paix.

L'une des premières tâches de ce front commun sera de dénoncer l'incroyable attitude du général de Gaulle qui se montre dans cette affaire beaucoup plus intransigent qu'Adenauer lui-même. Les raisons de cette intransigence ne doivent pas nous tromper. De Gaulle se trouve dans une impasse en Afrique du Nord. Après l'échec de la conférence de Lugrin et le désastre politique de Bizerte, il lui faut trouver à la fois une diversion et une justification pour le retrait d'un certain nombre d'unités d'Algérie. De Gaulle joue maintenant la carte du « chaos » et de l'évacuation. Il ne peut espérer amorcer cette politique (et je crois qu'il ne parviendra jamais à la mener jusqu'au bout) qu'en invoquant le danger de guerre en Europe et le risque d'une crise décisive à Berlin.

Nous ne devons pas lui permettre de jouer avec le feu. Il y a en Allemagne, des deux côtés, suffisamment d'engins atomiques, « tactiques », pour réduire à bien peu de choses toute l'Europe occidentale. Cela ne doit pas être. Il faut barrer la route aux bellucistes des deux camps. Il faut entreprendre avec toutes les forces amies et examiner avec toutes celles qui sont cette semaine représentées à Belgrade, la grande mobilisation de la paix.

Gilles MARTINET

## BRÉSIL

SOUS LA MENACE  
D'UNE GUERRE CIVILE

*La brusque démission du Président Quadros a étonné le monde entier. La censure des informations, qui sévit depuis, accroît encore ce malaise. Spécialiste des problèmes d'Amérique latine, Eléna de la Souchère tente ici de découvrir les dessous de cet événement aux conséquences imprévisibles.*



(A.D.P.) Janio QUADROS

**L**A crise ouverte au Brésil par la brusque démission du Président Janio Quadros met en relief, une fois de plus, les ingérences des oligarchies civiles et militaires dans la vie politique de ce pays.

Ces milieux étaient, en effet, alarmés, depuis quelques temps, par la politique de « désengagement » à l'égard des Etats-Unis mise en œuvre par le Chef de l'Etat. Cette politique ne faisait d'ailleurs qu'accentuer celle de l'ex-président Kubitschek, qui avait pris l'initiative de renouer les relations commerciales avec les pays du bloc soviétique. Pour sa part, le Président Quadros avait renoué les relations diplomatiques avec plusieurs pays du rideau de fer, et des négociations étaient en cours, en vue d'une reprise des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. Tout en proclamant son intention de rester fidèle au pacte militaire inter-américain de Rio de Janeiro et de défendre l'hémisphère occidental contre toute ingérence extérieure — venue de Moscou ou d'ailleurs — le chef de l'Etat brésilien entendait pratiquer, en Europe et dans le monde afro-asiatique, une politique de neutralité. Un observateur avait, en effet, été désigné pour assister à la conférence des pays non-engagés, à Belgrade. Et le vice-président Goulart, invité à titre personnel par Mao Tsé Toung, s'était vu confier in extremis une mission officielle par le chef de l'Etat.

La politique  
de Quadros  
et les États-Unis

Tandis que ces décisions alarmaient l'extrême droite, et que le polémiste Carlos Lacerda, porte parole de cette

fraction de l'opinion, menait dans la « Tribuna da Empresa », une violente campagne contre le président Quadros, qu'il accusait de « communisme », la tendance modérée de l'Union Nationale (le parti conservateur) demeurait fidèle au chef de l'Etat. Cette tendance était représentée par le chancelier (ministre des Affaires étrangères) Alfonso Arinos. Celui-ci avait, en effet, accepté de mettre en œuvre une politique de « désengagement », qui apparaissait sans nul doute à ses yeux comme un moyen de faire pression sur les Etats-Unis pour leur imposer des concessions d'ordre économique. Cette façon de voir avait été confirmée, au début d'août, par les résultats de la conférence économique interaméricaine de Punta del Este. Tout permettait de croire, en effet, que le Brésil serait le bénéficiaire principal du plan d'aide économique à l'Amérique Latine (Plan d'Alliance pour le Progrès) approuvé par la conférence.

L'armée n'était pas moins divisée que la droite. Tandis que certains officiers conspiraient avec Lacerda, la plupart de leurs collègues, alarmés par la nouvelle politique extérieure brésilienne, mécontents de la réduction des crédits militaires, n'osaient toutefois combattre ouvertement le chef de l'Etat. Porte parole de cette majorité inquiète, le maréchal Denys, ministre de la guerre, avait toutefois demandé au président Quadros, des éclaircissements et des garanties.

Un président  
joueur de poker !

Bénéficiant d'un appui populaire de plus en plus évident, Quadros, face à des oligarchies divisées avait, au jour de sa démission, mille possibilités de demeurer au pouvoir et d'imposer progressivement ses volontés à l'opposition. Mais son impulsivité naturelle déjoua toutes les prévisions. Se refusant à toute transaction, il chercha un moyen de signifier clairement aux mécontents d'extrême droite que son autorité ne devait être ni limitée, ni critiquée.

La visite au Brésil du ministre cubain Ernesto « Che » Guevara, fournit à Quadros le prétexte recherché. La remise solennelle de la Croix du Sud (la plus haute décoration brésilienne) à l'émissaire de Fidel Castro constituait, en effet, la façon la plus éclatante de braver la droite brésilienne. Lorsque Lacerda répondit à ce test d'autorité par l'insulte, la bravade et la calomnie, le chef de l'Etat tenta de le faire arrêter par l'armée. Le refus des dirigeants militaires entraîna la démission présidentielle.

Grand joueur de poker, célèbre par ses audaces et ses volte-faces, Quadros a-t-il joué le plus grand jeu de sa carrière ? Pensait-il que l'armée, terrorisée par les conséquences de la crise, céderait à toutes ses exigences ? Cette sortie brusquée lui offre-t-elle un moyen de changer de clientèle électorale ? Naguère élu de la droite, pense-t-il obtenir, lors de prochaines élections, les suffrages de la masse populaire et revenir au Palais de l'Aube avec des pouvoirs accrus ? Ce calcul hasardeux risque de précipiter le Brésil dans de sanglantes convulsions. Si un compromis n'est pas trouvé entre le vice-président Goulart, qui entend assumer la charge présidentielle qui lui revient de droit en cas de vacance du pouvoir, et l'armée, ennemie irréductible du jeune leader travailliste depuis l'époque de la dictature de Vargas, le Brésil risque, en effet, d'être précipité dans une guerre civile aux conséquences imprévisibles.

## ÉLENA DE LA SOUCHÈRE

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER  
60, r. René-Boulanger, Paris-10<sup>e</sup>  
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE  
86, avenue du Président-Wilson  
La Plaine-Saint-Denis (Porte de la Chapelle)  
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

# D'un mois... ...à l'autre



M. Mac Millan (AGIP)

Le lundi 31 juillet, M. Mac Millan annonçait la volonté de la Grande-Bretagne d'entrer en pourparlers avec les autorités de la C.E.E. en vue de son adhésion au Marché Commun. Pour en arriver là, le Premier britannique a dû franchir des obstacles importants : nostalgie de la souveraineté nationale, désir de se poser entre les Etats-Unis et la « Petite Europe » comme le deuxième Grand de l'Occident, priorité aux relations avec le Commonwealth. Mais les circonstances qui poussèrent à cette décision étaient plus fortes : le relatif retard économique de la Grande-Bretagne, la baisse de son influence sur le continent, le relâchement des liens entre les pays du Commonwealth, enfin la conversion du général de Gaulle au Marché Commun et l'attitude favorable à cette évolution adoptée par le président Kennedy. L'accueil réservé à cette décision a été très partagé : à la gêne des Etats du Commonwealth a répondu la satisfaction des pays du Marché commun. Plusieurs pays de la zone libre-échange ont déjà suivi le mouvement. Quelles qu'en soient les difficultés, l'évolution semble irréversible.

Après huit années de détention, le leader nationaliste du Kenya, Jomo Kenyatta a été libéré le 14 août dernier par les autorités britanniques. Sa libération a permis de donner un nouvel essor à l'évolution politique de ce protectorat anglais. Du fait de sa grande popularité, Kenyatta a pu rapidement jouer un rôle conciliateur entre les deux principaux partis nationalistes du Kenya, le K.A.N.U. et le K.A.D.U., jusqu'à présent séparés par des rivalités de personnes. Sous son influence les deux partis sont parvenus à un accord complet : un gouvernement de coalition sera constitué sous la présidence de Jomo Kenyatta ; une « conférence constitutionnelle » devrait être convoquée le mois prochain pour établir les étapes qui mèneront à l'indépendance ; l'émancipation totale du Kenya devra intervenir avant le 1<sup>er</sup> février prochain. Enfin (et à la grande satisfaction de Londres) le leader nationaliste a tenu à rassurer les fermiers européens quant à leurs droits de propriété.



M. Kenyatta (AGIP)

La situation politique au Congo (Léopoldville) a évolué de façon relativement positive durant ce mois d'août. Le 2 août, après des mois d'efforts infructueux, un gouvernement d'union nationale était constitué sous la présidence de M. Cyrille Adoula, ex-lumumbiste, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Iléo, et connu par son attitude conciliatrice et libérale. Ce gouvernement tient compte de toutes les tendances politiques existantes, à l'exception de celle de la Conakat de M. Tschombé (Katanga). Il scelle la réconciliation entre Lumumbistes et anti-Lumumbistes ; les premiers y étant toutefois largement majoritaires.

Le 18 août, sur l'insistance de M. Adoula, qui avait tenu à faire le voyage de Stanleyville pour l'occasion, M. Gizenga, nommé vice-président de ce gouvernement, donnait son accord. Restent M. Tschombé et le général Mobutu dont la « réserve » fait planer une menace redoutable sur cette fragile entente. C'est ce qui motive l'actuelle activité déployée par les forces de l'O.N.U. au Congo.



M. Gizenga (KEYSTONE)

Des élections générales ont eu lieu le 21 août en Guyanne Britannique. Les résultats ont marqué la nette victoire du « Parti progressiste du peuple » (P.P.P.) de M. Cheddi Jagan qui enlève 20 des 35 sièges de l'Assemblée législative contre 11 à son rival : le « Congrès national populaire » de M. Forbes Burnham, et 4 à la « Force unie », mouvement de droite dirigé par M. Peter d'Aguiar. Le parti de M. Jagan disposera d'autre part de 8 sièges sur les 13 que compte le Sénat ; 2 membres seront nommés par le gouvernement et 3 par les partis d'opposition.

M. Jagan, déjà premier ministre dans le précédent gouvernement, va maintenant s'employer à faire aboutir la lutte qu'il mène depuis 1943 pour l'indépendance de son pays, et à laquelle les autorités britanniques s'étaient jusqu'à présent opposées, parfois même par la force. Il semble aujourd'hui que les Anglais se soient résignés à accorder à plus ou moins bref délai l'indépendance à la Guyanne.



M. Cheddi Jagan (KEYSTONE)

## UNE LOI-PROGRAMME POUR LA BRETAGNE



Une vue de la salle, lors de la réunion de Pontivy (A.D.P.)



(A.D.P.)

M. Joxe tourne-t-il le dos ?

Le 28 juillet, la délégation F.L.N. à Lugin décidait de suspendre les négociations, devant le refus de la délégation française de reconnaître le Sahara comme partie intégrante du territoire algérien... Depuis les négociations n'ont pas repris et la guerre continue de plus belle, le Gouvernement français ayant interrompu la trêve. Le Président de la République et M. Joxe auraient-ils tourné le dos à la négociation ?... Ceci au bénéfice des ultras, les explosions au plastic étant devenues, au cours du mois d'août, monnaie courante.

Voici le texte du communiqué publié par le P.S.U. le jeudi 3 août, après la suspension des négociations :

Les tout récents événements confirment l'aggravation rapide de la situation intérieure et extérieure de la France. La négociation à nouveau interrompue entre le gouvernement français et le G.P.R.A., et cette fois dans des conditions exceptionnellement graves, va accélérer le rebondissement de la guerre d'Algérie. Cette perspective est d'autant plus inquiétante que le gouvernement gaulliste, isolé à l'O.N.U. et condamné par toute l'opinion internationale, s'enferme dans une politique étroitement nationaliste.

Devant cette faillite du système, bien des yeux s'ouvrent.

Même parmi ceux qui ont fait confiance à de Gaulle une nouvelle fois lors du référendum de janvier dernier la conviction s'affirme que ce n'est pas sur de Gaulle qu'il faut compter pour finir la guerre d'Algérie, briser les complots des officiers, pratiquer une politique de paix et de coopération entre les peuples.

Tout en renforçant leur vigilance dans les prochains jours, les démocrates, les travailleurs doivent préparer les conditions d'une reprise de l'action contre la guerre et le régime qui porte la responsabilité de sa continuation.

## L'affaire de Bizerte

L'affaire de Bizerte ne s'est pas arrangée durant ce mois d'août. Elle s'est au contraire compliquée d'une intervention de l'O.N.U. qui par un vote sans appel accentue fortement l'isolement du général de Gaulle.

Dans le dernier numéro de TRIBUNE SOCIALISTE (n° 64 en date du 29 juillet 1961), Gilles Martinet avait déjà signalé l'incroyable faillite dans la politique gaulliste que constituait cette affaire. Depuis rien n'a été fait pour atténuer la déception profonde d'un homme qui avait misé sur la bonne volonté de la France et les bonnes paroles de son Président de la République en matière de décolonisation. Comme on avait bafoué Mohamed V en 1956 avec l'arrondissement de l'avion de Ben Bella et ses amis, de même a-t-on bafoué Bourguiba en ne tenant pas les promesses qui lui avaient été faites, et après l'avoir très longtemps compromis...

Le résultat ne s'est pas fait attendre : l'épisode sanglant de Bizerte, la rupture des relations avec la Tunisie et la menace d'une destruction complète du capital d'amitié et de coopération que, vaillamment, la France avait accumulé là-bas de puis Pierre Mendès France ; l'isolement total du général de Gaulle qui se voit condamné, à l'O. N. U., par 66 pays, y compris les états de la « Communauté », alors qu'aucun Etat n'osait le soutenir vraiment. (On affirme que le représentant des Etats-Unis, M. Stevenson, qui en définitive s'est abstenu, a été tenté jusqu'au dernier moment de voter pour la motion afro-asiatique condamnant la France, et ceci en dépit des graves problèmes qui se posent en ce moment au sein de l'Alliance Atlantique du fait du problème de Berlin).



M. Mongi Slim à l'O.N.U. (Agip)

Les prix augmentent, un nouveau tour de vis fiscal est annoncé. Sans réforme du circuit de distribution, les augmentations des prix n'apportent aucun remède aux agriculteurs qui manifestent leur mécontentement (ci-contre, lors du meeting de Pontivy).

Voici le communiqué publié par le P.S.U. à ce sujet :

Le Gouvernement prépare l'opinion à une augmentation de 10 % de l'impôt sur le revenu.

C'est ainsi que le système gaulliste qui avait annoncé à grand fracas la diminution des impôts, tient ses promesses. « L'année sociale » de de Gaulle-Debré s'achèvera sur l'alourdissement des charges fiscales et la hausse des prix : celle-ci atteint dès maintenant des proportions inquiétantes dans certains secteurs tel celui de la viande où les chevillards bénéficient de la scandaleuse complicité des Pouvoirs publics, tout comme sous la IVe République.

Ce sont toujours les travailleurs qui payent et le pouvoir s'apprête à les faire payer plus encore. Le P.S.U. considère qu'une telle politique financière est intolérable. Il décide d'organiser dès maintenant une grande campagne d'information pour alerter l'opinion sur le scandale de l'augmentation des impôts. Ses organisations, sur le plan national et dans les départements prendront tous contacts pour préparer la résistance en commun au super-impôt gaulliste.

Le prétexte de l'aide aux réfugiés de Tunisie ne saurait tromper personne. En fait, un effort d'une telle ampleur est nécessité par la politique de regroupement et de partage en Algérie et par des charges militaires de plus en plus écrasantes. Le P.S.U. qui, le premier, dès l'automne dernier, a proposé des mesures d'aide concrètes aux travailleurs européens repliés d'Afrique du Nord est d'autant plus à l'aise pour dénoncer le scandale d'un impôt qui servirait aux seigneurs de la colonisation à acheter de grands domaines, des hôtels ou de luxueux appartements en France même. Quant à la solidarité nationale qu'on invoque c'est précisément à ces bénéficiaires de la colonisation ainsi qu'aux grosses sociétés industrielles enrichies par la guerre qu'il faut le demander.

Le peuple a assez payé.  
Il veut la paix et le bien être que de Gaulle avait promis.

Il combattra l'impôt de guerre gaulliste.



Les chars de l'Allemagne de l'Est ont pris position devant la porte de Brandebourg

(A.D.P.)

— **Que s'est-il passé durant le mois d'Août ?**  
— **Pour ceux qui n'ont pas pu suivre les événements de ces dernières semaines, voici quelques premiers éléments d'informations.**

Le dimanche 13 août au matin, le monde entier apprenait le verrouillage, par les autorités soviétiques, de la frontière allemande au cœur de Berlin. Depuis le mois de juillet, le problème des réfugiés Est-allemand s'était considérablement aggravé et le P.S.U. avait, à plusieurs reprises déjà signalé les dangers d'une pareille situation et insisté sur la nécessité de négociations entre les puissances occidentales et l'U.R.S.S. (voir T.S. n° 63, en date du 22 juillet 1961, page 3 : communiqué du Bureau National sur Berlin).

A partir du 13 août, la situation n'a fait que s'aggraver et le faible gouvernement de M. Ulbricht a finalement complètement verrouillé la frontière. En effet, le 17 août, les Occidentaux protestent auprès du gouvernement soviétique; le 19 août, M. Johnson vice-président des Etats-Unis, est à Berlin; le 24 août, une note soviétique semble menacer la liberté des communications entre la République Fédérale et suscite une prompt réponse des Occidentaux rejetant l'argumentation soviétique.

Aujourd'hui, c'est au niveau des relations entre l'U.R.S.S. et les puissances occidentales que le problème se pose et

c'est de tout le problème de Berlin qu'il s'agit.

Pourtant, tout le monde semble décidé à négocier : l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et même l'Allemagne Fédérale, l'ont affirmé à maintes reprises. Tout le monde, sauf la France.

Lugrin, Bizerte, Berlin... Où va le splendide isolement gaulliste et quelles sont ses responsabilités dans la tension internationale ?

Voici le communiqué publié par le Bureau national du P.S.U., en date du 16 août 1961 :

Le P.S.U. a toujours signalé les dangers d'une politique immobiliste au sujet de Berlin. Les récents événements prouvent que plus on tardera à négocier, plus on aura laissé accumuler les faits accomplis qui rendront la négociation plus pénible. Les initiatives de la R.D.A., qui traduisent la faiblesse de son régime, ne font que rendre cette négociation plus urgente.

Le P.S.U. fait appel à tous ceux qui gardent leur sang-froid, et envisagent les faits d'une manière réaliste : il leur demande de multiplier les pressions qui imposeront de résoudre pacifiquement tous les problèmes qui concernent l'Allemagne.

Une réussite de la technique soviétique :

## L'exploit de Titov

Le 7 août 1961 restera une date importante dans l'histoire des connaissances scientifiques, et dans l'Histoire tout court. Après avoir accompli un peu plus de dix-sept révolutions autour du globe terrestre, à bord du satellite artificiel « Vostok II », le commandant Titov est revenu à terre sain et sauf. Ce vol s'est prolongé durant vingt-cinq heures dix-huit minutes, et l'expérience laisse ainsi loin derrière elle celle qui avait été menée à bien le 12 avril dernier par le commandant Gagarine, dont l'engin n'avait parcouru qu'une révolution autour de la Terre. Tout homme, quel qu'il soit, intéressé aux progrès accomplis par l'homme dans la domination de la nature, a accueilli cette spectaculaire réalisation soviétique avec enthousiasme...

Pendant ce temps, le sénat américain refusait une nouvelle fois les crédits réclamés par le président Kennedy en matière d'enseignement et de recherche scientifique. Pendant ce temps surtout, les affaires intérieures françaises se sont aggravées... Mais notre gouvernement regarde de haut les bruits de putsch (tout en tremblant intérieurement), et n'entend que d'une oreille distraite — et impuissante — les explosions de plastic. Pour ne pas perdre la main, il saisit « France-Observateur »... D'autres, pendant ce temps, s'occupent du Cosmos... A-t-on idée ! Heureusement, on peut toujours dire qu'ils « font ça pour leur propagande » !



Partout, dans le monde, la nouvelle a été accueillie comme un sensationnel événement

(A.D.P.)

## STAGES NATIONAUX DE FORMATION ÉTÉ 1961

### DEMANDE D'INSCRIPTION

Pour le stage (rayer les mentions inutiles) :

- « ENTREPRISES » : 2 au 10 septembre, Région Parisienne.
- « JEUNES » : 16 au 23 sept., Val. de Chevreuse (S.-et-O.)

#### ● RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Profession : .....  
Date de naissance : .....  
Téléphone : .....

#### ● PARTI

Fédération : .....  
Section : .....  
Date d'adhésion : .....  
Responsabilités : .....  
Appartenances politiques antérieures : .....

#### ● SYNDICAT

Confédération : .....  
Fédération : .....  
Responsabilités syndicales : .....

#### ● DIVERS

Qualifications (professionnelle, administrative, universitaire ou autres...) : .....  
Autres organisations (culturelles, de jeunesse, etc.) : .....  
Fonctions électives (municipales, Sécurité Sociale, Allocations familiales, H.L.M., Parents d'élèves, etc.) : .....

#### ● RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

- Je me rendrai au stage par mes propres moyens (auto, moto...)
- Je me rendrai par chemin de fer

Signature :

## A MOSCOU

### LE "FORUM INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE"

Le Forum Mondial de la Jeunesse, manifestation internationale regroupant de nombreuses organisations de jeunesse et qu'organise régulièrement l'Union Soviétique, s'est déroulé du 25 juillet au 3 août dernier à Moscou. Notre jeune camarade Romain Denis, des Etudiants Socialistes Unifiés, s'y trouvait.

Le Forum, cette année, avait réuni plus de 700 responsables d'organisations de jeunesse (politiques, syndicales et professionnelles). Des représentants de 91 pays se trouvaient ainsi rassemblés pour discuter des problèmes qui se posent aux nouvelles générations et plus particulièrement aussi des questions relatives à la coexistence pacifique. Comme à l'accoutumée, l'U.R.S.S. avait, pour l'occasion, déployé tous ses fastes : les moyens mis à la disposition des organisateurs étaient énormes (c'est par centaine de millions qu'il faut compter).

A la différence des forums que l'Union Soviétique avait antérieurement organisés dans sa capitale, de

nombreuses délégations extérieures au bloc de l'Est étaient présentes à ces manifestations. Outre les étudiants du P.S.U., on notait en particulier la présence de représentants des Jeunesses Socialistes de Ceylan, de « Juventud Socialista » d'Uruguay, d'Argentine et du Chili, des Jeunes Socialistes brésiliens, de la « Youth Socialist League » du Japon, des Jeunes Gardes Socialistes belges, du « Movimento Giovane Socialista » d'Italie, etc... Différentes organisations africaines étaient aussi représentées, parmi lesquelles l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Musulmans Algériens).

Bien entendu, une pareille rencontre devait inévitablement donner lieu à d'innombrables discussions et, semble-t-il, c'est essentiellement le problème de la coexistence pacifique qui a été au centre de tous les débats. Sur ce sujet, deux thèses se sont affrontées : d'un côté la thèse soviétique orthodoxe exposée par les organisations communistes et qui fonde la coexistence pacifique sur la recherche d'un modus vivendi dans les rapports entre Etats de structures politiques et économiques différentes ; d'un autre côté, une conception socialiste révolutionnaire qui chercherait à ne pas laisser la stratégie du mouvement ouvrier international à la traîne de l'action diplomatique du gouvernement.

Après une longue discussion, la commission chargée des problèmes de la coexistence pacifique a finalement adopté un texte qui déclare notamment : « ...le principe de la coexistence pacifique, reconnu aujourd'hui par toutes les forces démocratiques et pacifiques de la jeunesse du monde, est étroitement lié à la lutte des peuples pour leur libération. Ces peuples, les travailleurs et les forces démocratiques dans tous les pays appartiennent dans leur lutte comme des forces capables d'en finir avec le colonialisme, d'assurer l'adoption par tout le monde du principe de la coexistence pacifique et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, et de conquérir les droits et les libertés pour tous... Il faut en finir avec la politique de guerre froide du bloc d'agression pour garantir le libre accès des peuples à l'indépendance et pour permettre la liquidation des bases militaires partout dans le monde. Cela permettra de réaliser les aspirations de toute la jeunesse à la compréhension mutuelle et à la coopération. Ainsi, la lutte pour la paix, la démocratie et les droits de la jeunesse passent par la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, pour le désarmement général et complet ».

Une fois connu, l'effort de propagande qui sous-tend inévitablement l'organisation de telles manifestations et bien que le P.S.U. ne puisse souscrire aux déclarations qui en émanent, il reste que nous n'ignorons pas l'intérêt que peuvent revêtir de semblables confrontations. C'est le cas, en particulier, lorsque participent à ces Forums des délégués venus des pays du « Tiers-Monde » (par exemple d'Afrique et d'Amérique du Sud, comme à ce dernier Forum).

La nouvelle brochure :

### QU'EST-CE QUE LE P.S.U.

- 25 francs l'unité.
- 22 francs pour les commandes de plus de 50.

La demander 54, bd Garibaldi,  
Paris-XV'. C.C.P. PARIS 5826-65.

## LIVRES

### Du Kolkhoze

### au Kibboutz

par Georges DOUART (1)

Ce n'est certes pas dans ce livre que l'on trouvera une étude doctrinale — et comparée — entre les divers systèmes socialistes. D'ailleurs l'auteur n'a point voulu cela.

Par contre, ce n'est point dans les pesants traités de sociologie marxiste qu'on pourra découvrir ce souffle de vie qui anime les récits de Georges Douart. « Sur les chantiers de l'Amitié » est écrit d'une plume rapide, un peu confuse, sûrement assez malhabile mais certainement sincère. Beaucoup de répétitions, bien sûr, mais le travail n'est-il pas lui-même une répétition d'efforts quotidiens ?

Cependant si l'on peut imaginer le physique d'un écrivain à ses écrits, Georges Douart m'apparaîtrait sous les traits d'un homme solide, aux muscles de fer, à la mâchoire carrée d'un être bon vivant, aimant la bonne chère, amateur de corps féminins, goûtant la chanson poussée en chœur, mais appréciant au plus haut point la vie collective et familiale, l'effort pour lui-même, et surtout animé d'un cœur sensible et d'une âme pure.

Cette figure dithyrambique n'est point esquissée pour flatter l'auteur du livre, mais parce qu'il lui a fallu être ainsi fait pour pouvoir accomplir le périple des chantiers socialistes de Russie, de Pologne, de Yougoslavie et d'Israël.

### Une relation vivante parce que vécue

Partout, il a vécu la vie des jeunes travailleurs et il a pratiqué maints métiers des champs. Il a marché sur les routes ensoleillées, poussières ou torrentueuses, sac au dos, à la recherche du véhicule qui lui ferait faire quelques kilomètres plus rapides. Il a parlé, beaucoup parlé. Il nous dit qu'il a même discuté. Mais ce qu'il nous rapporte de ces palabres c'est moins une étude comparative que des morceaux de vie. Et, au travers de ces discussions, dans ces conversations, nous pouvons — nous lecteurs — discerner le prodigieux effort dit « socialiste » pour tenter de bâtir une société nouvelle. Et surtout, surtout, nous sommes frappés par l'étonnante foi qui anime ces hommes et ces femmes — les jeunes particulièrement — et qui leur permet de sacrifier les plus belles années de leur jeunesse à l'épuisant travail de

construction de la société de leurs rêves...

Ce n'est pas le lieu, ici, de trancher des mérites respectifs du kolkhoze, du chantier yougoslave ou polonais, du kibboutz ou des Moshar-Ovdim, derniers nés des réalisations israéliennes. Ce qui est certain c'est que les Tsabraï, pur résultat humain des pionniers d'Israël, sont vraiment le fer de lance d'un socialisme à caractère particulier. Parce qu'aucune expérience ne peut être transposée en d'autres lieux, dans des conditions différentes, et que le kibboutz a été — et reste encore, pour le moment — la forme impérative d'établissement d'être humains sur une terre aride qui est toute à défricher, dans une région hostile où le coup de fusil arabe peut venir détruire en une seconde l'existence de l'enfant, de la femme ou du camarade. Nul doute qu'un apaisement définitif dans ce Moyen-Orient en fusion, modifierait sensiblement les formes arrogantes du socialisme kibboutzique.

### Toute construction suppose la foi en un idéal

Quoi qu'il en soit, nous retirons de ce livre la conviction que ces expériences « socialistes » ne sont vraisemblablement pas valables telles quelles pour notre pays. Par contre, nous voyons bien que sans la foi et l'ardeur de la jeunesse, aucune de ces luttes ne saurait être menée à bien.

C'est pourquoi le livre de Georges Douart est — malgré ses défauts — passionnant à lire. Hymne à l'effort, chant de camaraderie, confiance dans l'idéal généreux d'une société faite pour l'Homme !

Il se peut bien que notre société capitaliste et bourgeoise donne encore à beaucoup, des possibilités ou des chances de vivre plus aisément que dans les pays visités par Georges Douart. Ce qui compte dans une existence d'homme, ce ne sont pas les satisfactions immédiates, mais la conviction et l'intense bonheur d'avoir créé pour des lendemains meilleurs.

Bertrand RENAUDOT

(1) Plon, éditeur, 13,87 N.F..

### Bulletin d'Abonnement

NOM .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien ..... 30 NF  
Un an ..... 19 NF  
6 mois ..... 10 NF  
3 mois ..... 5 NF  
54, boulevard Garibaldi PARIS (15e)  
C.C.P. 5.826-65

## Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

#### ● Rédaction :

8, rue Henner  
Paris (IX<sup>e</sup>)  
FIG. 65-21 - TRI. 28-48

#### ● Administration :

54, boulevard Garibaldi  
Paris (XV<sup>e</sup>)  
SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois ..... 5 NF  
6 mois ..... 10 NF  
1 ans ..... 19 NF  
Soutien ..... 30 NF

## BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

A adresser : P.S.U., 8, rue Henner,  
Paris (9<sup>e</sup>).

## Au sujet du VI<sup>e</sup> Congrès de la Fédération F. O. des Cheminots

Dans le journal confidentiel  
« Le Travailleur Socialiste »  
(N° 18 - juillet 1961) organe édité  
tant bien que mal mensuellement  
par la S.F.I.O., un article relatif  
au VI<sup>e</sup>ème Congrès de la Fédération  
F.O. des cheminots fait à notre  
Parti l'honneur d'une large  
publicité.

Nous nous dispenserions volontiers de  
répondre, puisque l'auteur anonyme de  
cet article fait la plus éclatante démonstration  
que la notion « d'indépendance  
syndicale » est pour lui une hypocrisie  
qui camoufle le noyautage S.F.I.O.  
de certaines Fédérations Force Ouvrière.

Mais nous ne pouvons laisser sans  
réplique un certain nombre de contre-  
vérités grossières. Ainsi en est-il des  
affirmations selon lesquelles une frac-  
tion P.S.U. aurait tenté « d'obtenir sur  
le rapport moral et à l'occasion des  
élections au Secrétariat Fédéral, un  
nombre de suffrages qui aurait permis  
de porter, au poste de Secrétaire gé-  
néral de la Fédération un militant qui  
soit assez enclin à pratiquer l'unité  
d'action sur toute la ligne ».

Cette dernière affirmation est amu-  
sante, car, si nos renseignements sont  
exacts — et nous avons lieu de croire  
qu'ils le sont — le seul candidat en  
concurrence avec le sortant pour le  
poste de Secrétaire général était, non  
pas un militant du P.S.U. mais... un  
authentique S.F.I.O. Que cette candida-  
ture d'opposition ait déplu aux mollet-  
tistes (dont certains sont entrés Cité  
Malesherbes comme nous en sortions  
après de longues années de militantisme)  
de la Fédération en question, c'est  
bien certain. Il n'en est pas moins vrai  
que 26 conseillers nationaux sur 102 ont  
refusé leurs suffrages au sortant, mani-  
festant ainsi contre certains procédés  
de colérique vaniteux, grossier et mes-  
quin.

Nous sommes loin de l'unanimité du  
Congrès de Nice ! Il est vrai que ces  
procédés conduisent lentement mais sû-  
rement cette Fédération à la plus re-  
tentissante des faillites. Il n'est pour  
s'en convaincre que de suivre l'évolu-  
tion des voix obtenues aux élections  
professionnelles.

En ce qui concerne le vote du rapport  
moral, nous avons vu avec intérêt le  
compte-rendu des débats du Congrès  
paru dans « Le Rail Syndicaliste » et  
nous avons pu constater que la plupart  
des interventions, tout en appelant à vo-  
ter « pour » (y compris les interven-  
tions de nos camarades) ont constitué  
une vive critique de la ligne « en dents  
de scie » de la fraction S.F.I.O. diri-  
gée de l'organisation (v. l'interven-  
tion du délégué d'Hellemmes qui n'est  
cependant pas du P.S.U.). Il est donc  
parfaitement grotesque et mensonger  
d'interpréter un simple quitus comme  
un succès de la S.F.I.O. Du reste, un  
délégué, celui de Lyon (et encore pas  
un P.S.U.) devait souligner que la ma-  
jorité du Congrès se montrait favora-  
ble aux thèses soutenues par un de nos  
bons camarades !

Et cela est si vrai que sentant le  
danger, la fraction mollettiste dirigeante  
a opéré sur les résolutions finales un  
virage sur les chapeaux de roues dans  
la plus pure tradition des Congrès ra-  
diciaux. A telle enseigne que nous re-  
trouvons dans les textes votés des no-  
tions et même des expressions que l'on  
croirait puisées dans des documents du  
P.S.U. ! Le plus drôle, c'est qu'il s'est  
trouvé un parfait conformiste pour en  
demander la publication par tracts et  
affiches, tant il les trouvait de bonne  
venue. Comme quoi l'ignorance du nom  
des auteurs opère de ces reconversions  
surprenantes !

En définitive — et ce sera le point  
final à une polémique que personne ne  
pourra nous accuser d'avoir amorcée —  
nous nous permettrons de suggérer à  
nos censeurs d'exercer leurs talents et  
de déployer leur ardeur au renforce-  
ment de la Fédération F.O. des Chemi-  
nots. Elle en a grand besoin.

Ce sera en tous les cas une perspec-  
tive plus honnête que de s'employer à  
détruire ce que d'autres s'emploient à  
construire sous les sarcasmes, les calom-  
nies et l'intolérance.

# IMPOTS, HAUSSES DES PRIX DIMINUTION DES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

## Le Gouvernement prépare la note à nous faire payer

**H**AUSSE du bifteck, hausse  
du pain, hausse des pâtes,  
hausse des produits laitiers  
et de certains légumes, hausse  
du sucre, hausse des loyers...  
C'est la rentrée gouvernemen-  
tale.

Rassurez-vous, si l'on peut dire, ce  
n'est pas fini : rue de Rivoli et à  
l'hôtel Matignon on nous prépare une  
nouvelle rallonge à la note : hausse  
des chemins de fer et peut-être des  
autobus et du métro ; hausse possible  
du charbon et de l'électricité, hausse  
du tabac... C'est fou ce qu'on travaille  
dans l'entourage de MM. Debré et  
Baumgartner !

Dans deux ou trois semaines nous  
saurons exactement ce que nous au-  
rons à payer, pour célébrer cette « an-  
née sociale » qu'auront caractérisée  
une nouvelle vague de hausses et la  
création d'impôts nouveaux. Du « neuf  
et du raisonnable » comme on disait  
autrefois chez les gaullistes...

Pourquoi tout ce chahut ? Parce  
qu'il faut bien trouver de quoi payer  
les dépenses supplémentaires décidées  
par le Prince et sa cour, en plus des  
crédits budgétaires débattus en juin  
dernier, et qui étaient, eux, équilibrés  
par les recettes habituelles :

### Les rallonges budgétaires

1) Le « programme spatial », a dé-  
claré le général, doit être accéléré, pour  
que la France reste en piste dans la

### A LYON

## MESURES CONTRE LES ENSEIGNANTS

de notre correspondant particulier

Une nouvelle mesure, particulière-  
ment honteuse, frappe les jeunes en-  
seignants. Une circulaire du 2 juin 1961,  
signée du ministre de l'Education Na-  
tionale, stipule : « étant donné l'im-  
portance et le caractère impératif de  
nos besoins en personnel, M. le ministre  
des Armées, à qui j'ai fait part de ces  
problèmes, a décidé... que les ensei-  
gnants qui bénéficient actuellement  
d'un report d'incorporation pourraient  
voir celui-ci prolongé jusqu'au 31 août  
1962 à condition d'être nés postérieure-  
ment au 30 juin 1935... ».

Or le Recteur de l'Académie de  
Lyon (et peut-être d'autres avec lui)  
interprétant restrictivement cette circu-  
laire, a refusé de transmettre les de-  
mandes, pourtant conformes aux exi-  
gences du texte, faites par les intéres-  
sés non titulaires, même s'ils étaient  
chargés d'un poste d'enseignement,  
sous prétexte qu'ils pouvaient ne pas  
rejoindre leurs postes à la rentrée.

Cette interprétation abusive est en  
tous cas contraire à l'esprit du texte,  
puisqu'elle-ci précise : « les jeunes  
gens qui, à la rentrée scolaire, ne re-  
joindraient pas le poste au titre du-  
quel leur maintien dans leurs foyers a  
été demandé, seront signalés aux com-  
mandants des organismes de recrute-  
ment ».

De plus, ce Recteur n'hésite pas à af-  
firmer que les nécessités du service ne  
peuvent être invoquées par les intéres-  
sés, alors que la circulaire se fonde  
sur ces mêmes difficultés.

Bien entendu, les intéressés n'ont été  
avisés qu'au dernier moment de la me-  
sure qui les frappe, ce qui leur en-  
lève pratiquement tout moyen de dé-  
fense (ils doivent être incorporés le 1<sup>er</sup>  
septembre). Ils se voient donc acculés  
à une situation désastreuse tant au  
point de vue financier que familial et  
scolaire.

Ainsi, les promesses faites officielle-  
ment n'ont pas été tenues. Faut-il y  
voir une manœuvre du gouvernement et  
du chef de l'Etat ?

course au cosmos au milieu d'Alle-  
mands et d'Anglais décidés à hâter  
l'allure (fort heureusement pour nos  
deniers, on a renoncé à rattraper  
l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, et le gé-  
néral se contente de figurer dans le  
2<sup>e</sup> peloton). Coût : 65 milliards en 5  
ans, dont plusieurs dizaines dès l'an  
prochain.

2) Le gouvernement, qui mène 3  
ou 4 politiques algériennes à la fois,  
a aussi décidé de « provisionner »  
une somme pour le rapatriement  
des Européens de Tunisie et d'Algé-  
rie. Coût encore indéterminé (on  
ignore le rythme des retours) mais  
évalué à environ 1 million d'an-  
ciens francs par personne.

3) Dans un domaine voisin, on  
s'aperçoit maintenant que les dépen-  
ses militaires, qu'on avait espéré di-  
minuer l'an prochain, grâce à une hy-  
pothétique paix en Algérie, vont aug-  
menter, le général voulant tout faire  
à la fois : reprendre l'offensive en  
Algérie, déployer les troupes autour  
de Bizerte, rapatrier les grandes uni-  
tés lourdes en métropole... Cette stra-  
tégie de gribouille est finalement fort  
coûteuse.

4) Enfin, et bien à contre-cœur,  
Debré a dû lâcher aux paysans  
plus qu'il n'avait espéré avant les  
vacances ; accroissement des cré-  
dits du F.O.R.M.A. (fonds des mar-  
chés agricoles), dotation supplé-  
mentaire pour le soutien des céréa-  
les, majoration de la retraite des  
vieux exploitants, réduction de la  
« franchise » par le remboursement  
des dépenses maladies, réduction  
des abattements de zone pour les  
allocations familiales. Coût de ces  
mesures — jugées beaucoup trop ti-  
morées par les agriculteurs, et en  
partie inadaptées aux problèmes es-  
sentiels du paysan de demain —  
170 milliards de plus que ce qu'on  
avait pensé initialement inscrire  
dans le budget de 1962.

### Comment les payer ?

Faites l'addition : au minimum 200  
milliards à trouver, et plus vraisem-  
blablement 250 ou 300. Que va faire  
le Gouvernement ? Rien de génial, as-  
surément, simplement rogner la chan-  
delle par les deux bouts : celui des  
dépenses (qu'on va réduire) et celui  
des recettes (qu'on va augmenter).

#### 1) LES COMPRESSIONS DE DEPENSES

Les crédits les plus faciles à suppri-  
mer sont évidemment ceux qu'on n'a  
pas encore commencé à dépenser : les  
investissements futurs. C'est donc sur  
eux que va d'abord tomber le coupe-  
ret, conformément à une vieille habi-  
tude. Qu'importe à de Gaulle qu'il n'y  
ait pas assez d'écoles, d'hôpitaux, de  
stades... ; cela c'est l'« intendance »  
qui ne pèse guère en regard des préoc-  
cupations planétaires du général, père  
de la nation. Ça ne l'empêchera pas  
d'affirmer que son régime a « fait  
plus que n'importe quel autre » pour  
donner du travail aux générations  
montantes, qui manqueront peut-être  
d'emplois en 1965. D'ici là...

Puis comme ce laminage des dépen-  
ses d'équipement ne suffira pas, le  
gouvernement a d'ores et déjà com-  
mencé à s'attaquer aux subventions.  
Pas celles dont bénéficient des indus-  
tries malthusiennes, ou des groupes  
financiers représentés au Gouverne-

ment, évidemment. Mais la S.N.C.F.,  
la R.A.T.P., les houillères... de sorte  
que celles-ci seront contraintes de ma-  
jorer leurs tarifs... et vous de les  
payer ! Pas plus compliqué que ça ;  
de Gaulle et Debré ont d'ailleurs déjà  
fait le coup en décembre 1958, en se  
cachant derrière le tandem Pinay-  
Rueff à l'époque... Il se pourrait mé-  
me qu'on recommence l'astuce de ce  
moment, qui avait consisté à majorer  
les tarifs d'E.D.F., sous prétexte que  
celle-ci devait développer ses investis-  
sements (en fait, G.D.F. n'avait nulle-  
ment accru son effort, mais simple-  
ment perdu une partie des prêts pu-  
blics d'équipement).

Enfin, il est possible — sinon pro-  
bable — qu'on ne tiendra pas compte  
dans le projet de budget des dépenses  
occasionnées par les rapatriés. Cela  
ferait trop monter l'addition. On se  
contentera donc... de renvoyer l'affai-  
re à un « collectif » (rallonge) bud-  
gétaire, à présenter vers le milieu de  
1962. De la sorte, les impôts à créer  
seront moins nombreux.

### Des impôts nouveaux

Car il est exclu que ces diverses as-  
tuces suffisent à compenser les dé-  
penses. Il faudra donc trouver de l'ar-  
gent frais :

#### 2) L'AUGMENTATION DES RECETTES

Certains suggéraient un emprunt ;  
mais l'Etat n'en a pas besoin, dont  
la trésorerie est à l'aise. De plus, cela  
reviendrait à faire payer cher au Tré-  
sor (l'intérêt et les faveurs fiscales  
dont s'assortit un emprunt d'Etat sont  
coûteux) de l'argent qu'il peut se pro-  
curer gratuitement par l'impôt. Cette  
dernière formule a donc toute chance  
d'être retenue.

Quels impôts ? Sûrement une aug-  
mentation des prix du tabac : ça rap-  
porte gras, et tout en bougonnant le  
consommateur paie. Peut-être y aura-  
t-il aussi une rallonge d'autres impôts  
sur la consommation (taxe sur le vin  
ou T.V.A.) ? Une vieille tradition réac-  
tionnaire veut en effet qu'on majore  
d'abord, en France, les impôts que  
paient la grande masse des petits con-  
sommateurs, plutôt que de s'attaquer  
aux grandes fortunes par l'impôt sur  
le capital ou l'impôt progressif sur le  
revenu. Si cela ne suffisait encore pas,  
peut-être y aurait-il en outre une ral-  
longe (un nouveau décime ?) d'impôt  
sur le revenu ?

Le choix entre ces divers moyens de  
nous faire payer la note — impôts sur  
la consommation, hausse des tarifs pu-  
blics, impôts sur le revenu — se fera  
dans la seconde quinzaine de septem-  
bre, juste avant le dépôt du projet de  
budget pour 1962. C'est donc à ce mo-  
ment que nous saurons à quelle sauce  
Debré veut nous manger.

### La grandeur...

Si d'ici là vous objectez qu'on pour-  
rait économiser des centaines de mili-  
iards — donc ne majorer ni impôts ni  
prix — sur le budget militaire, ou  
qu'on pourrait se passer de « force de  
frappe » et de fusées nucléaires, c'est  
que vous êtes un mauvais citoyen, que  
vous manquez du sens de la grandeur  
nationale, et que vous voulez « bra-  
der » l'Algérie ou capituler devant les  
Russes à Berlin. Si vous ajoutez en-  
core qu'à défaut de réduire les dépenses  
inutiles, un bon impôt sur le capital  
procurerait tous les fonds recherchés,  
c'est que vous manquez du sens des  
« vraies valeurs », celles qui (vous  
connaissez la formule) « en X... rois  
(plus de Gaulle) ont fait la France ».

Bref, votre cas est clair : vous êtes  
un mauvais Français. Car, sinon, vous  
devriez sauter de joie et remercier le  
père de la nation de vous associer  
ainsi d'office à la grandeur du pays.  
Au nom de l'« Unité nationale », bien  
entendu, et de la « solidarité » chère  
aux Européens d'Algérie.

M. RUNGIS

**LE FLORIDE** 43, Fg Montmartre  
- PROvence 63-40 -  
Semaine du 30 août  
au 5 septembre  
**WHISKY A GOGO v.o.**  
**DOUZE HOMMES**  
**EN COLÈRE v.o.**

# Vers l'organisation d'une grande force de paix ?

*Dans la préparation de la conférence de Belgrade, le président Nasser a joué un rôle très important. Avec lui c'est une nouvelle étape qui s'annonce dans la lutte des pays du « Tiers-Monde ». Simone Lacouture explique pourquoi.*

**C'**EST vendredi 1<sup>er</sup> septembre que s'ouvre solennellement à Belgrade la conférence des pays non engagés. Autour du maréchal Tito, vingt-quatre chefs de délégations — quatre souverains, dix chefs d'Etat, neuf présidents de gouvernements ou premiers ministres, un ministre des Affaires Etrangères représentant le général Kassem — représentent un milliard d'hommes, de Djakarta à La Havane.

Cette extraordinaire bigarrure de pays et de civilisations, comment recouvre-t-elle la notion de non-engagement ? Et qu'est-ce que le non-engagement ? Enfin, qui sont les pays non engagés ? En fait, c'est le but même de la conférence que de trouver une définition valable, et d'arrêter ce que sera la politique de ce nouveau bloc.

## L'ordre du Jour

*Selon Borba, organe de l'Alliance yougoslave, l'ordre du jour comprendra les points suivants :*

- 1) Echange générale de vues sur la situation internationale ;
- 2) Rétablissement et renforcement de la paix et de la sécurité internationale :
  - a) Respect des droits des peuples, et notamment du droit à l'autodétermination, lutte contre l'impérialisme, et lutte pour la liquidation du colonialisme et du néo-colonialisme ;
  - b) Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, non-ingérence et non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays ;
  - c) Lutte contre la discrimination raciale et la politique de l'apartheid ;
  - d) Désarmement général et total, interdiction des essais nucléaires et question des bases militaires étrangères ;
  - e) Coexistence active et pacifique entre Etats, indépendamment des différences de leurs systèmes politiques et sociaux ;
  - f) Rôle et structure des Nations unies ; application et mise en œuvre conséquente des résolutions de l'Organisation mondiale.
- 3) Problème de l'inégalité du développement économique, renforcement de la collaboration économique internationale et octroi de l'assistance technique ;
- 4) Divers.

Mais déjà le maréchal Tito, dans un discours prononcé à Titovo Uzice sur la préparation de la conférence, définissait ces pays non engagés comme « non-alignés sur les blocs », n'appartenant pas aux blocs » et qui cherchent, non seulement une politique commune, mais également une « coopération internationale ». Car il ne s'agit en aucune façon de s'opposer aux blocs, mais bien plutôt de trouver un moyen de les intéresser à leur sort.

Les thèmes de discussion ont été également définis par Tito : lutte contre les « tentatives d'empêcher la liquidation du colonialisme, en Algérie, au Congo, en Angola, dans l'Union

sud-africaine, en Iran, au Laos ». Mais il s'agit aussi de s'organiser afin d'obtenir une aide matérielle « sans condition politique », des Etats, quels qu'ils soient, disposant de moyens. Ce qui serait la meilleure façon, en liquidant les différences entre pays évolués et régions sous-développées, d'éliminer les causes de conflit et d'aboutir, dans un stade ultérieur, au désarmement et à la paix.

## De Bandoeng à Belgrade

Nous sommes loin de Bandoeng qui réunissait, en 1955, les pays afro-asiatiques. Le nouveau congrès ne se veut plus lié à l'idée de sous-développement et de tiers-monde, ce tiers monde plus ou moins rattaché à celle de peuples de couleurs, mais insiste sur une notion d'indépendance vis à vis des grandes puissances. C'est ainsi que la Chine, qui fut le centre d'attraction des peuples de Bandoeng, ne sera pas présente. Et que la Turquie, le Pakistan, les Vietnams entre autres — et jusqu'à ces jours derniers la Tunisie — ont été écartés.

D'autre part, nous apprenons que les puissances invitantes ont décidé de mettre à l'ordre du jour — en dehors des thèmes déjà définis par le maréchal Tito — les questions de Berlin et du Brésil. Montrant bien par là leur volonté de jouer un rôle dans le monde, puisqu'aussi bien les deux blocs — ajoutent-elles — ne sont pas capables de maintenir la paix.

Nasser, on le sait, fut le véritable promoteur de cette conférence. Il n'est donc pas sans intérêt de reproduire ici un passage d'un appel de communistes égyptiens emprisonnés au bagne d'Abou-Zaabal, qui écrivait récemment à Nasser : « *la campagne anti-soviétique des journaux et de la radio de la R.A.U. est particulièrement inquiétante au moment où notre pays abandonne la neutralité positive en faveur de celle du non-engagement, plaçant le bloc impérialiste et le camp socialiste sur un pied d'égalité* ». (Ces mêmes communistes qui, de leurs prisons, envoyaient des télégrammes de félicitations au président Nasser, à Bandoeng).

Mais nous l'avons déjà dit, contexte et contenu sont ici diamétralement opposés. D'une part, Nasser, à la suite de la campagne de presse suscitée en URSS par la mort du leader communiste Hérou, mort des tortures subies dans les prisons égyptiennes, s'était lancé dans de violentes attaques du gouvernement de M. Krouchtchev, au grand étonnement des Occidentaux qui le tenaient pour un ami sûr du régime soviétique. D'autre part, les communistes égyptiens — et avec eux les progressistes du Moyen-Orient, ne cachent pas que la « neutralité positive » du président Nasser, qui inclinait fortement à l'Est, n'était rien moins que neutre et recourrait en réalité une lutte ouverte contre l'Occident.

Il est vrai que depuis Suez et 1956 Nasser n'a cessé non seulement d'attaquer l'Occident dans sa presse et sa radio, mais de nationaliser les biens des ressortissants de ces pays, relâchant de plus en plus ses liens économiques et culturels traditionnels avec l'Europe au profit des démocraties de l'Est et de l'URSS.

## Du neutralisme positif au non-engagement

Il en va différemment aujourd'hui. Si sa campagne anti-soviétique s'est calmée dans la presse, son rapprochement spectaculaire avec Tito n'est pas allé sans mécontenter Moscou. Il a fallu le voyage de M. Popovitch, ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie à Moscou, pour apaiser le Kremlin. Quant à Pékin, sa réserve

étonne. Une telle discrétion cache-t-elle le secret espoir de voir s'incliner vers la Chine un bloc de pays qui se veut libre de Moscou ? La présence à Belgrade de M. Ben Khedda, surnommé « Le Chinois » en raison de ses sympathies pour Pékin, peut amener un élément nouveau au sein de ce nouveau « bloc ».

Mais au moment où l'économie égyptienne est de plus en plus liée à l'URSS en vertu des accords du Haut Barrage, on peut se demander les raisons de ce changement dans sa politique étrangère. Il est certain que le maréchal Tito a joué ici un grand rôle. On sait les deux hommes très liés par une sincère amitié. Tito lui a toujours montré les dangers d'une trop grande inféodation aux pays du bloc de l'Est. D'autre part, il a certainement joué un rôle capital dans les mesures de socialisation et d'unification que vient de prendre Nasser.

## Communiqué du P.S.U.

Le Parti Socialiste Unifié, qui y sera représenté, salue comme un événement de portée historique la réunion à Belgrade des représentants d'un grand nombre de nations « non-engagées ».

Cette réunion n'a pas seulement une valeur symbolique : elle constitue un facteur essentiel de paix.

Elle montre, en effet, que des centaines de millions d'hommes refusent aujourd'hui la division du globe en deux blocs antagonistes et constituent ainsi la grande force morale et politique qui peut empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale.

Le P.S.U. souhaite que la Conférence de Belgrade lance un appel solennel aux puissances concernées par l'actuelle crise de Berlin. Personne ne peut accepter l'idée qu'un conflit atomique puisse surgir de cette crise et, cependant, le danger en est incontestable. Toutes les forces de paix doivent être mobilisées pour empêcher les bellicistes des deux camps de créer l'irréparable.

Le P.S.U. demande aux représentants des pays réunis à Belgrade et aux délégués des différentes forces politiques et syndicales qui soutiennent cette Conférence de prendre l'initiative d'une telle mobilisation.

Aucune solution de force ne saurait prévaloir sur la négociation. Aucun argument de prestige ne saurait empêcher l'ouverture rapide de cette négociation qui, pour avoir des chances d'aboutir, doit dépasser le cadre de la crise présente et poser le problème de la liberté de choix politique des Berlinois, dans la perspective de la création d'une zone de désengagement au Centre de l'Europe.

Le P.S.U. salue particulièrement les représentants des pays anciennement colonisés. Au moment où se poursuit en Algérie une guerre aussi folle qu'injuste, il réaffirme que le véritable intérêt du peuple français est inséparable de l'émancipation de tous les peuples africains et, en premier lieu, du peuple algérien.

Le P.S.U. tient enfin à rendre hommage à la Nation qui accueille aujourd'hui les délégués des Etats « non engagés ». Grâce au courage du peuple yougoslave et à la ténacité de ses dirigeants, la preuve a été faite qu'un pays pouvait à la fois assurer sa totale indépendance et poursuivre la construction d'une société socialiste.

[28/8/61]

De son côté, Nasser n'a pas été sans connaître l'inquiétude que sa politique pro-soviétique avait provoquée chez un grand nombre de peuples africains. S'il veut devenir le grand leader qu'il annonçait il y a 9 ans dans sa « Philosophie de la Révolution », il doit rester hors des blocs. Quant à lui, ses succès diplomatiques des six dernières années, son amitié avec Tito, sa présence à l'ONU l'année dernière lui ont donné le goût de devenir non plus le chef des dépourvus face aux nantis, mais l'un des leaders progressistes du monde — blanc ou de couleur — qui cherchent à s'unir et à organiser la répartition des richesses du monde à leur profit sur une base socialiste.

## Un socialisme nassérien ?

C'est que le Président Nasser, qui se rend à Belgrade, n'est plus ce jeune colonel timide qui abordait pour la première fois le monde à Bandoeng. Et surtout, il n'arrive pas les mains vides. Brusquant la lente et empirique évolution économique de son pays, il vient de promulguer un certain nombre de lois qui veulent mettre l'Egypte et la Syrie à la tête des Etats neufs, productivistes et socialistes.

C'est en 1956, avec la nationalisation de la Compagnie universelle du Canal de Suez, qu'il entame le processus. Dans les mois qui suivent, les entreprises étrangères connaissent le même sort. Mais aujourd'hui, c'est au capitalisme égyptien lui-même qu'il s'attaque en nationalisant 149 importantes sociétés, et en octroyant à l'Etat 51 % des actions des autres sociétés ou compagnies industrielles, commerciales, pétrolières. D'autre part, il décrète que 25 % des bénéfices seront distribués aux ouvriers dont la journée de travail est abaissée d'une heure sans diminution de salaires. Pour la paysannerie, il parachève la réforme agraire de 1952 en limitant la propriété à 42 hectares (au lieu de 80) et en abaissant de 50 % la dette contractée par les bénéficiaires de la première réforme agraire qui s'étaient rendus propriétaires des terres en 30 ans. Enfin, l'impôt sur les loyers atteint 40 %, la fiscalité s'alourdit et les fonctionnaires et les employés n'ont plus le droit de cumuler les emplois. Ses efforts tendent-ils à faire de l'Egypte une « démocratie nationale » et, par là même obtenir à nouveau le soutien de l'URSS ?

## L'attitude communiste

Au mois de novembre 1960, les 81 partis communistes réunis à Moscou révisaient leur politique d'aide aux nationalistes nouveaux-nés. Jusque-là, en effet, l'Union soviétique avait soutenu inconditionnellement tous les nationalismes quels qu'ils soient, luttant pour leur liberté contre les impérialistes occidentaux. Ainsi de l'Egypte qui mettait ses communistes en prison. En novembre dernier, ils décidaient de faire la distinction entre les « démocraties nationales » et les autres. Les critères ? Indépendance politique, refus d'alliance avec les occidentaux, refus des bases étrangères, rejet de toute manœuvre « néo-colonialiste », promotion sociale, réforme agraire.

En mai 1961, la revue *Kommunist*, reprenant ce sujet, donnait une liste de cinq pays neufs à qui Moscou appliquait cette nouvelle appellation : Cuba, Guinée, Ghana, Mali, Indonésie. L'auteur de l'article ajoutait que la Tunisie, le Maroc, le Kenya, le Libéria ne pouvaient se réclamer de la démocratie nationale. Depuis quelques jours à peine, Bourguiba a gagné une invitation à Belgrade. Mais a-t-il mérité la promotion au grade de démocratie nationale ?

Il est certain que nous allons assister à Belgrade à des affrontements souvent violents. Qu'en sortira-t-il ? Les 23 pays invités sauront-ils dépasser le stade de la lutte anti pour construire ce tiers-monde — ou ce bloc des démocraties nationales pour employer une terminologie plus marxiste — sur des données concrètes ? Construire, c'est aussi abandonner. Abandonner des notions de nationalisme forcené et limitatif au profit de celles des grands ensembles — comme le Mahgreb — basées sur la mise en commun, non seulement des richesses des « autres », mais d'eux-mêmes ?

Simone LACOUTURE